

Secteurs stratégiques | **Sécurité et politique**

# La question kurde au Moyen-Orient, entre dynamiques régionales et reprises en main nationales

**Olivier Grojean**

Maître de conférences en Science politique  
Paris 1 – Panthéon Sorbonne, CESSP/CNRS

Les quatre dernières décennies ont vu une régionalisation croissante de la question kurde à l'échelle du Moyen-Orient. La révolution iranienne et la guerre Iran-Irak (1980-1988), la guerre du Golfe en 1991 et ses conséquences tout au long des années 1990, l'intervention étasunienne en Irak en 2003, la révolution syrienne et sa répression à partir de 2011 et enfin la montée en puissance de l'État islamique à partir de 2014 ont été des vecteurs importants d'élargissement des enjeux kurdes. On constate également une diversification et un renforcement des acteurs non-étatiques, et notamment des partis politiques à l'échelle de la région. La Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, qui cherchent depuis 1923 à maintenir « le *statu quo* qui consiste à combattre collectivement la contestation kurde <sup>1</sup> », ont été obligés de composer avec l'interventionnisme étasunien et des organisations internationales, dont les promoteurs n'avaient ni anticipé ni planifié les conséquences de la guerre du Golfe de 1991.

C'est ainsi, par exemple, que les Kurdes d'Irak, par l'intermédiaire du PDK et de l'UPK, se sont progressivement autonomisés de Bagdad après la mise en place de la zone d'exclusion aérienne au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, au point de former un État autonome fédéré de l'Irak après 2005. De la même manière, les menaces d'intervention étasuniennes en Irak ont conduit le PKK – originaire de Turquie mais ayant ses bases arrières en Syrie puis au Kurdistan irakien – à créer des organisations-sœurs qui ont permis l'élargissement de son influence en Iran (via le

PJAK), en Syrie (via le PYD et les FDS, qui contrôlent désormais de nombreux territoires kurdes et arabes) et même en Irak aux abords du Mont Qandil où il est basé, mais aussi dans le camp de réfugiés kurdes de Turquie de Maxmûr et les régions yézidiées du Sinjar. Bref, ces dernières décennies ont été l'occasion d'une montée en puissance des partis politiques kurdes, qui sont parvenus, en s'alliant à des puissances régionales ou globales, à profondément régionaliser la question kurde. Tout à la fois moteur et conséquence de cette régionalisation, la rivalité entre un pôle conservateur et libéral incarné par le PDK de Barzani et un pôle révolutionnaire post-marxiste incarné par le PKK a conduit à relier davantage les questions kurdes des différents États.

## Un coup d'arrêt à la régionalisation de la question kurde ?

Pourtant, des événements plus récents sont venus remettre en cause ces dynamiques. En Turquie, la reprise de la lutte armée entre le PKK et l'armée turque – après un cessez-le-feu bilatéral respecté mais ayant débouché sur des négociations en trompe-l'œil à partir de 2013 – conduit à une renationalisation de la question kurde après 2015, renforcée par la répression massive qui suit le coup d'État manqué de juillet 2016. En Irak, les espoirs d'indépendance de Massoud Barzani ont été laminés par le manque de soutien international et la réaction du gouvernement central après le référendum d'auto-détermination de septembre 2017 qui a conduit à la perte de Kirkouk. En Syrie, malgré les premières élections locales organisées par le PYD le même mois, la défaite territoriale de l'État isla-

<sup>1</sup> BOZARSLAN, Hamit, *La question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris : Presses de Science Po, 1997, p. 312.

mique a permis à la Turquie de prendre le contrôle de la région d'Afrine en mars 2018 (l'une des trois enclaves kurdes en Syrie, avec l'accord de la Russie et des États-Unis), démontrant que les acteurs étatiques de la région avaient toujours les moyens de rallier ou de s'opposer aux grandes puissances et de contenir ces dynamiques de régionalisation. Enfin, en Iran, la fin de la lutte armée du PJAK (2004-2011) qui coïncide avec les débuts de l'insurrection syrienne, de même que les rivalités politiques intra-kurdes (entre le PDKI, le Komala et le PJAK) et l'influence diplomatique de l'État iranien en Irak et en Syrie (via les milices chiïtes et le Hezbollah libanais) semblent avoir tenu le Kurdistan iranien éloigné (au moins pour le moment) des dynamiques régionales de la question kurde.

## Ces dernières décennies ont été l'occasion d'une montée en puissance des partis politiques kurdes, qui sont parvenus, en s'alliant à des puissances régionales ou globales, à profondément régionaliser la question kurde

Il semblerait donc que les entités étatiques reprennent pied au Moyen-Orient. Que les partis kurdes aient péché par optimisme en tablant sur l'effondrement des États de la région et sur les soutiens qu'ils pouvaient mobiliser à l'échelle internationale. Mais si l'on assiste à un reflux des dynamiques régionales des partis, rien n'indique que les États soient à nouveau des États « forts », capables de légitimer leur pouvoir dans toutes les zones qu'ils sont censés contrôler. En fait, les contestations intra-étatiques (contre le pouvoir du président Erdoğan en Turquie, guerres civiles toujours en cours en Irak et en Syrie, crise économique en Iran renforcée par la dénonciation de l'accord sur le nucléaire iranien par les États-Unis), socialement et géographiquement situées, limitent les marges de manœuvre des États,

incapables de contenir cette diversification des acteurs politiques et leurs connexions transnationales par-delà des frontières. La défaite de l'État islamique ne signe pas la fin de l'Histoire dans les régions kurdes et les tensions locales croissantes sont autant de vecteurs de nouvelles mobilisations.

### Les Kurdes en leurs États

En Irak, la victoire de Mossoul contre l'État islamique a effectivement permis à l'État de reprendre pied dans de larges territoires, en particulier sunnites. Le gouvernement régional kurde, qui s'était octroyé une autonomie plus large que celle prévue par la Constitution de 2005 et avait pris le contrôle en 2014 de certaines « zones disputées » comme la ville de Kirkouk, a vu ses perspectives stoppées net par un blocus de Bagdad après le référendum d'indépendance de septembre 2017. Pourtant, ce redéploiement de l'État central dans le nord du pays, et notamment dans les « zones disputées » qui sont le plus souvent marquées par une diversité ethno-confessionnelles, s'effectue grâce à des élites miliciennes locales cooptées par les grands partis chiïtes nationaux, soit un modèle peu favorable à l'apaisement des relations entre État et populations, qui pourrait aussi « favoriser le retour d'une résistance armée organisée <sup>2</sup> ». La victoire du Moqtada al-Sadr (nationaliste chiïte) aux élections législatives de mai 2018, puis ses projets d'alliance avec le chiïte pro-iranien Hadi al-Ameri (le chef de l'organisation milicienne nationale Badr) ne devrait pas beaucoup faire évoluer ces dynamiques, ni permettre un apaisement des relations avec les Kurdes. Après de multiples mobilisations contre les partis politiques « traditionnels » en décembre 2017, les populations du Kurdistan ont malgré tout envoyé 58 députés (sur 320) au Parlement irakien au mois de mai, soit seulement quatre de moins que dans la législature précédente. Mais les partis sont plus que jamais divisés, contestés, et la crise économique pèse fortement sur les enjeux politiques, avec la question non encore complètement résolue de la part du budget national affectée au GRK et l'impuissance chronique des institutions politiques irakiennes. La population pourrait aussi s'organiser en

<sup>2</sup> QUESNAY, Arthur. « Retour de l'État et concurrence milicienne dans le nord de l'Irak », *Noria*, 10 mai 2018, URL : [www.noria-research.com/retour-etat-concurrence-milicienne-nord-irak/](http://www.noria-research.com/retour-etat-concurrence-milicienne-nord-irak/). Voir aussi AL-RACHID, Loulouwa. « L'Irak après l'Etat islamique. Une victoire qui change tout ? », *Les notes de l'IFRI*, juillet 2017, URL : [www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/al-rachid\\_irak\\_apres\\_etat\\_islamique\\_2017.pdf](http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/al-rachid_irak_apres_etat_islamique_2017.pdf).

dehors des partis pour lutter pour sa survie économique et politique, surtout si des heurts intercommunautaires ont lieu à Kirkouk ou dans d'autres « zones disputées ».

De la même manière, en Syrie, les soutiens russe et surtout iranien (par l'intermédiaire du Hezbollah) ont permis à Bachar el-Assad de consolider son pouvoir : alors que l'État syrien contrôlait sans doute moins de 20 % du territoire fin septembre 2015, il en contrôle désormais plus de 60 %. De leur côté, les Kurdes, qui bénéficiaient pourtant d'un enthousiasme international inédit et avaient organisé dans le calme de premières élections locales en septembre et décembre 2017, ont dû reculer devant les forces turques à Afrine et se retirer de la ville majoritairement arabe de Manbij après des tractations entre la Russie, les États-Unis et la Turquie. Il reste cependant difficile de savoir si les forces pro-turques pourront durablement se maintenir à Afrine, alors que des exactions à l'encontre de la population, et notamment contre les Yézidis, sont régulièrement dénoncées depuis mars 2018. Le PYD, les YPG/YPJ et les FDS continuent par ailleurs de contrôler 25 % du territoire syrien, contribuant à institutionnaliser les cantons de Kobanê et de la Cizîrê. La reconstruction, très lente car s'effectuant dans des conditions extrêmement difficiles, a même permis la réouverture en décembre 2017 de la ligne de train Hassakê-Qamişlo-AI-Ya'rubiyah, qui ne fonctionnait plus depuis 2005<sup>3</sup>. Les tensions croissantes avec le régime, alors qu'un accord tacite et tactique de non-agression – voire de coopération – liait le PYD aux forces de Bachar el-Assad, sont aussi révélatrices de l'autonomisation réelle du Rojava, et de l'intérêt qu'ont les États-Unis à une stabilisation du nord-est syrien. De fait, malgré le peu de protestations internationales suite à l'invasion turque d'Afrine (qui ne constituait pas une région stratégique pour les États-Unis), les Kurdes demeurent toujours des acteurs cruciaux dans le conflit syrien.

En Turquie, la vie politique est tout autant affectée par le conflit kurde, notamment depuis 1984, date du début de la guérilla du PKK. Lors des élections législatives de juin 2015, le président Erdoğan souhaitait consolider sa majorité en gagnant les voix des Kurdes du sud-est du pays, qui votent traditionnellement pour le parti pro-kurde légal HDP. L'échec de

cette stratégie (l'AKP perd sa majorité absolue et le HDP devient le deuxième parti de Turquie) a pour conséquence directe la reprise de la guerre avec le PKK. Surfant sur la thématique sécuritaire et la répression du HDP, le parti d'Erdoğan remporte alors les élections législatives anticipées de novembre 2015. Quelques mois plus tard, la répression du coup d'État manqué de juillet 2016 est dirigée contre les sympathisants de Fetullah Gülen, mais également contre tous ceux qui critiquent la répression massive de l'État, qu'ils soient syndicalistes, universitaires... ou sympathisants pro-kurdes. Enfin, le référendum constitutionnel d'avril 2017 a octroyé, grâce à de multiples irrégularités, de nouveaux pouvoirs surdimensionnés au président et a achevé de transformer le régime parlementaire turc en régime présidentiel : les élections générales (législatives et présidentielles) anticipées de juin 2018, décidées juste après l'intervention turque à Afrine, visent à donner les pleins pouvoirs à Erdoğan pour les cinq ou dix prochaines années. Pourtant, comme l'a montré le mouvement du parc de Gezi en 2013, ce modèle est loin de satisfaire tous les citoyens turcs, dont un nombre important dénonce de plus en plus la répression, les velléités « dictatoriales » d'Erdoğan (cf. la diffusion du *hashtag* « tamam » – « ça suffit » – sur Twitter), la corruption et une gestion économique très risquée. À l'échelle internationale, la Turquie a également perdu le crédit qu'elle avait gagné au début des années 2000, en raison notamment d'une posture de rupture : membre de l'OTAN mais en porte-à-faux avec les Occidentaux à propos des Kurdes de Syrie, se rapprochant de plus en plus de la Russie tout en ayant toujours officiellement pour objectif le départ de Bachar el-Assad, l'État turc ne semble plus aujourd'hui avoir de vision stratégique autre que la lutte contre les Kurdes... Bref, la « renationalisation » de la question kurde de Turquie pourrait n'être ici que temporaire, d'autant plus que les menaces d'intervention en Irak contre le PKK ont incité la guérilla à de nouvelles actions.

Enfin, en Iran, la réélection de Hassan Rohani en mai 2017 n'a pas transformé les relations des Kurdes avec Téhéran. Victimes d'une crise économique sans précédent aggravée par la fermeture des frontières avec le Kurdistan irakien, les Kurdes d'Iran semblent avoir été tenus à l'écart des dynamiques

<sup>3</sup> Bulletin de liaison et d'information de l'Institut kurde de Paris, n° 393, décembre 2017, p. 3.

de régionalisation. Pourtant, les nombreuses manifestations sociales et politiques de décembre 2017-janvier 2018 ainsi que le mouvement de grève initié pour la réouverture des frontières en mai et juin 2018 montrent que la société kurde reste mobilisée malgré la répression. D'autant que ces mouvements de protestation surviennent après une décision du PDKI de renforcer sa lutte contre le régime et alors que les différents partis kurdes essaient de davantage coordonner leur action. En février 2018, les manifestations de soutien aux Kurdes d'Afrine ont aussi révélé l'incapacité de Téhéran à juguler complètement ces solidarités transfrontalières.

## Malgré le peu de protestations internationales suite à l'invasion turque d'Afrine (qui ne constituait pas une région stratégique pour les États-Unis), les Kurdes demeurent toujours des acteurs cruciaux dans le conflit syrien

Ainsi, le Kurdistan est soumis à une sorte de balancier, entre dynamiques régionales et reprises en main nationales. L'action des puissances internationales comme les États-Unis ou la Russie, décisive dans le conflit syrien mais dénuée de vision à long terme, a pu tout à la fois renforcer les partis politiques kurdes et redonner des marges de manœuvre aux États. Mais les tensions sociales et politiques croissantes en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie, loin de diminuer avec la défaite de l'État islamique, apparaissent aujourd'hui comme de puissants catalyseurs d'une nouvelle régionalisation.

### Sigles cités dans le texte

**AKP** : *Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur. Parti du président de la République turque Recep Tayyip Erdoğan.

**GRK** : Gouvernement régional du Kurdistan, gouvernement autonome institué par la constitution irakienne de 2005, dominé par le PDK de Barzani.

**HDP** : *Halkların Demokratik Partisi*, Parti de la démocratie des peuples, parti pro-kurde légal de Turquie, actif à l'échelle nationale depuis 2014.

**FDS** : Forces démocratiques syriennes (*Hêzên Sûriya Demokratîk*, HSD) coalition militaire dominée par les YPG et rassemblant depuis fin 2015 des groupes kurdes, arabes et assyriens (pro-PYD/PKK).

**Komala** : Comité des travailleurs révolutionnaires du Kurdistan d'Iran (*Komalay Shoreshergi Zahmatkeshani Kurdistanî Iran*), organisation fondée en 1969 au Kurdistan d'Iran.

**PDK** : *Partîya Demokrata Kurdistanê*, Parti démocrate du Kurdistan, fondé en Irak en 1946 et dirigé par Mustafa Barzani, puis par son fils Massoud Barzani, président du GRK jusqu'au référendum de septembre 2017.

**PDKI** : *Partîya Demokrata Kurdistanê Iran*, Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, fondé en 1945.

**PKK** : *Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan, fondé en 1978 en Turquie et dirigé par Abdullah Öcalan jusqu'à son arrestation en 1999.

**PJAK** : *Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê*, Parti de la vie libre du Kurdistan, organisation-sœur du PKK créée en avril 2004 en Iran.

**PYD** : *Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique, organisation-sœur du PKK créé en septembre 2003 en Syrie.

**UPK** : Union patriotique du Kurdistan (*Yekîtiya Ni timaniya Kurdistan*, YNK), issu d'une scission du PDK de Barzani en 1975 et fondé par Jalal Talabani (mort en 2017 à Berlin, ancien président irakien entre 2005 et 2014).

**YPG** : *Yekîneyên Parastina Gel*, Unités de défense du peuple, branche armée du PYD en Syrie (pro-PKK).

**YPJ** : *Yekîneyên Parastina Jin*, Unités de défense des femmes, (branche féminine armée du PYD en Syrie, pendant féminin des YPG (pro-PKK)).